

Faites-moi lire, SVP!



PB-PP | BC 1757
BELGIË - BELGIQUE

Courcelles 1
N° d'agrégation : P 202127

Nouvelles

Mensuel de l'ASBL « Le Progrès »

(pas de parution en juillet) – Dépôt : 6180 Courcelles
Publication réalisée avec l'aide de la Fédération Wallonie-Bruxelles

Éditeur responsable : Robert Tangre
Rue Julien Lahaut, 11 – 6020 Dampremy
Tél. : 071 30 39 12
Fax : 071 30 58 30
E-mail : robert.tangre@gmail.com
Banque : BE17 0682 0138 1121

Nouvelles

n° 278 – Mai 2024

Les textes de Roger

L'exploitation du minerai fer en Wallonie (suite)

Les conditions de travail

Le logement

La famine

Les maladies

Les léproseries.

Dossier

Antisioniste ≠ Antisémite

Le keffieh, l'autre foulard

Gaza souhaite ardemment la résurrection

Qui sont les pays qui ont déjà reconnu l'État palestinien ...

International

... et si le monde revenait dans la vie politique ?

Paul Magnette : «L'Europe est en train de se désintégrer»

Lecture

Un regard britannique sur Danton

La disparition d'Hervé Snout



L'EXPLOITATION DU MINERAI FER EN WALLONIE (SUITE)

Nous publions la suite des articles parus dans notre bulletin périodique précédent

Les conditions de travail

En plus du manque de sécurité, le mineur était confronté à bien d'autres problèmes. Dès son embauche, il devait apporter avec lui les outils qu'il devait acheter au magasin du Seigneur, propriétaire. L'outillage se composait d'un marteau pique, d'une pelle et souvent d'une barre à mine. À propos de celle-ci, nous en avons retrouvé une à Marcinelle au cours de nos fouilles avec le C H A M (Club d'Histoire de Marcinelle). Elle avait un diamètre de 5 centimètres et une longueur de 1 m 40. et d'un poids de plus de 20 kg. Son maniement était assez épuisant à la longue. Elle servait à détacher de grosses roches avant d'atteindre le minerai.

Le propriétaire possédait non seulement les minières mais aussi les masures où étaient logés les ouvriers et leur famille. La proche famille du propriétaire possédait une ou plusieurs boutiques dans les corons.

Quand un futur mineur venait s'embaucher à la mine, il n'avait que ses mains pour toute fortune. Comme il fallait manger et se loger, le gérant apparenté au propriétaire de l'exploitation lui faisait

crédit. Il avait une ardoise* et il entrait ainsi dans le cycle infernal de l'endettement. Quand il touchait sa paie, le mineur devait passer par le comptoir du cabaretier s'il ne voulait pas, plus tard être affecté aux veines les plus insalubres. D'ailleurs dans la majorité des cas, c'est au cabaret même que le salaire était payé. Quoi d'étonnant alors qu'une bonne partie de la paie sombrait dans le péket et que l'alcoolisme finissait par devenir ce terrible fléau qui exista tout au long des siècles.

L'alcoolisme était encouragé par le patronat lui-même même qui, en vendant de l'eau de vie le plus souvent frelatée, en tirait de plantureux bénéfices. Parmi tous les alcools, celui qui causait le plus de ravages chez l'homme était l'absinthe. Ses effets sur le système nerveux sont plus marqués que ceux du péket et ressemblent à une intoxication par un poison narcotique âcre. Cet alcool provoquait des troubles de la sensibilité, un affaissement de la force musculaire, de la force génésique, de la vue,... Ensuite survenaient, des pertes de mémoire, de l'irritabilité, de la tristesse, des hallucinations et des inquiétudes permanentes. L'absinthe causait chez les descendants des troubles graves dont Émile Zola a très bien décrit les effets. Heureusement, la loi du 16 mars 1915 interdit la fabrication et la vente de cette boisson à base d'absinthe.

Après avoir dépensé une bonne partie de son salaire, l'ouvrier se retrouvait devant le comptoir de l'épicerie. Avec le reste de sa paie, il devait effacer



Nouvelles

l'ardoise. Il ne lui restait plus alors que quelques insignifiantes pièces de cuivre au fond de la poche. Quand sa femme s'amenait ensuite à la boutique pour acheter le nécessaire besoin alimentaire, le tout s'inscrivait à nouveau sur l'ardoise. L'endettement était continu. Le sinistre engrenage se remettait en route à la grande satisfaction des patrons qui pouvaient ainsi attacher le mineur à l'exploitation, comme jadis le Seigneur assujettissait le serf.

C'était encore le moins pénible des cas. Quand l'ouvrier malade ou blessé ne pouvait pas travailler, malheur à lui et à sa famille. La sécurité sociale n'existait pas et la famille entière tombait bientôt dans le gouffre de la paupérisation. Comme l'habitation appartenait au gérant des mines et que les loyers gravitaient autour d'un cinquième du salaire, on se retrouvait sans logis. On entrait ainsi dans un autre cycle infernal, la faim, la maladie, le manque d'hygiène, la mortalité infantile puis la mort prématurée pour tous parachevaient l'œuvre destructrice.

Encore heureux quand on pouvait émerger à « l'assiette des pauvres » comme à Froidchapelle où le tiers de la population était secouru. Mais cela n'existait pas partout. Parfois pour atténuer un tant soit peu la honte de cette misère, on obligeait l'épouse de l'ouvrier malade à se rendre à la mine.

Les archives de Florennes nous apprennent par exemple qu'en 1853, Rose Delahaut se vit remettre une amende qui lui avait été infligée par le juge de paix étant donné qu'elle était obligée vu son mari malade et sa belle-mère impotente d'aller au péril de sa vie arracher aux entrailles de la terre le minerai de fer dont la vente formait toutes leurs ressources.

À propos de la mortalité des enfants, celle-ci était considérable. Selon des statistiques pour un coron minier du Nord de la France des statistiques publiés en 1860, sur 168 mères de famille connues, 147 ont perdu des enfants. Le total des petits cadavres se montait à 240 pour 495 naissances soit 49 %. Ce qui est vrai pour le nord de la France l'était aussi chez nous où les conditions de vie des plus petits n'étaient pas meilleures. C'est dans les ménages où la mère était forcée de travailler à la mine que faute de soins maternels mouraient le plus d'enfants, Dans la majorité des cas, le manque de soins, le défaut d'hygiène alimentaire et le mauvais allaitement causaient la mort par gastro-entérite et athrepsie (défaut d'assimilation des aliments)

•Ardoise : cahier sur lequel, le boutiquier inscrivait les dettes de l'acheteur

Le logement

A Morville entre Anthée et Rosée, un groupe considérable de structures belgo-romaines ont été identifiées comme les vestiges de 13 ateliers métallur-

giques autour desquels s'élevaient de nombreuses huttes sur une aire de 800 m de longueur et 200 m de largeur. Comme l'attestent les nombreux fonds de cabanes découverts, ces chétives demeures étaient construites avec des planches et des branchages. Le toit était recouvert de chaume.

Or, comme le confirme le professeur Claude Sterck de l'ULB, l'habitation des populations du Moyen-Âge n'était pas tellement différente de celle des Gaulois. Plus tard, quelques paysans construiront en dur à l'aide de pierres plus ou moins équarries qui provenaient des ruines d'anciens châteaux forts, de remparts ou même de vestiges de villas gallo-romaines.

Il y a plus d'un siècle, des remises et annexes d'habitations de la rue Hoyas et de la rue de la Tombe à Marcinelle furent encore construites avec des pierres de cette dernière provenance.

Non loin du Ry de Fromont à Montbliart, une petite maison construite dans le même style existait encore pendant la guerre. Elle était encore recouverte d'un toit de chaume. Elle fut abattue en 1948. Elle était habitée par Napoléon Massart, arracheur de dents de son métier.

Le mobilier était pauvre. Un coffre fait de planches brutes contenait les hardes de la famille. Ce coffre servait de table. La vaisselle, composée de cruches, écuelles et marmites à bouillir était en terre noircie par la cuisson en réduction. La poterie vernissée ne devint plus commune que vers le 16e siècle. Les premières faïenceries apparurent vers le 15e siècle mais dans les strates des sites médiévaux comme à Marcinelle ou à Bouffioulx, aucune trace d'utilisation de la faïence ne fut découverte. Le paysan mineur n'en avait donc point.

La literie

Quand on ne dormait pas, directement sur le sol, le lit se composait d'un large plancher de bois utilisé par toute la famille, souvent parents et enfants pêle-



mêle. Sur ce plancher ou directement par terre, on étalait une couche de paille, de feuilles séchées ou de fougères qu'on recouvrait d'une grosse toile de lin. On peut voir ce genre de lit au musée de Varna en Bulgarie.

L'éclairage

Dans les fouilles effectuées à Bouffioulx, le CHAM trouva une lampe à l'huile en fer. Cette lampe qu'on appelle « crasset » en wallon était tout ce qu'il y avait de mieux pour s'éclairer. Ce « crasset » servait d'ailleurs aussi pour l'éclairage des galeries de mine.

Le chauffage

Parmi les ouvriers, rare était celui qui avait un poêle en fer ou en fonte. Par les grands froids, on allumait un feu de bois dans la cheminée ouverte. La chaleur ne se répandait dans la mesure qu'avec parcimonie. L'essentiel de celle-ci s'engouffrait et se perdait dans la cheminée vers le dehors. Voilà ce qu'était le logement avec ses commodités à l'époque.

À propos du pauvre logis des paysans et des mineurs au Moyen-Âge, Florent Ruelle de Frameries signale dans son histoire que, sur le versant sud de la Haine, on rencontrait encore en 1926, des villages aux demeures recouvertes de toits de chaume

La famine

Au Moyen-Âge, les guerres incessantes ruinaient les récoltes et les famines furent nombreuses. Elles se multiplièrent surtout au 14^e siècle dévastant de grandes régions surtout pendant la guerre de 100 ans. En France, on instaura « le pacte de la famine » qui consistait à acheter du blé pendant les bonnes années pour les revendre au prix fort lors des années de disette. Cette pratique ne profitait qu'au roi et elle fut un des éléments déclencheur de la Révolution de 1789.

Chez nous, au 14^e siècle, les campagnes présen-



taient un triste aspect. Seules, les terres avoisinant les habitations étaient cultivées. Lorsque les périodes de famine subsistaient, on rencontrait sur les bords de simples sentiers ou de mauvais chemins reliant les villages, de nombreux cadavres humains morts de faim ou de maladies épidémiques. Les cadavres étaient souvent ceux de gens venus du Nord qui croyaient que la récolte avait été meilleure en Wallonie.

Les récoltes étaient souvent perdues, c'est ainsi qu'en 1845, la récolte des pommes de terre a été anéantie à Montbliart par suite des intempéries.

En 1709, l'hiver fut très rude et la récolte fut mauvaise et les arbres fruitiers furent presque tous morts. Les récoltes étaient souvent mauvaises non seulement à cause des conditions climatiques défavorables mais aussi parce que les méthodes de culture étaient encore archaïques.

Bien souvent l'Eglise et le Seigneur ajoutaient au malheur des gens de nouvelles dîmes. En 1764, le seigneur de Trazegnies établit une dîme sur les canadas, la navette* et le colza. À ce propos, il est bon de signaler que le canada ou pomme de terre était cultivé chez nous bien avant que Parmentier tente une expérience publique de la culture de cette plante sur 50 arpents à la plaine des Sablons à Neuilly. Cette expérience fut tentée après la famine de 1785 avec l'appui de Louis XVI. La charte établissant la dîme sur les canadas fut conservée à Trazegnies

Dans son histoire de Belgique, H. Meunier parle de bandes de brigands qui infestaient nos bois et nos campagnes. En réalité, ces bandes étaient composées de paysans qui prenaient aux riches pour donner aux pauvres. Qu'auraient-ils pu voler au peuple ? On se souvient des femmes brigands de Saint-Aubin, Morialmé ou la bande de Thomas Signorel à Muno. En 1602, cet homme était ce brigand bien aimé qui se dressa en défenseur du peuple contre les exactions des seigneurs qui opprimaient les serfs.

Ayant appris à lire et à écrire, il comprenait d'où venait les souffrances des populations. Il était l'ami de la sorcière du village car il ne croyait pas aux maléfices dont on accusait cette femme. Devant tant de misère, il rançonnait les riches pour aider les pauvres. Capturé, il fut promptement jugé par le clergé et les propriétaires terriens cossus. Il fut condamné à la pendaison. La corde ayant été coupée avant que la mort ne survienne, il fut égorgé par le bourreau. Son souvenir reste encore gravé dans la mémoire du peuple de Muno et de Florenville.

*La navette est presque similaire à la graine colza, la différence réside dans la saveur plus amère de cette dernière.

****Thomas Signorel, robuste gaillard au sang chaud, amoureux, généreux, maçon, à ses heures paysan et braconnier, vivait à Muno au 18e siècle à l'heure de l'inquisition de rigoristes jésuites de Liège. Thomas le rebelle va braver l'autorité des nouveaux maîtres. Se révolter contre l'injustice et l'arbitraire, gagner le respect et l'admiration des Munaçois et par là même, s'attirer la rancœur puis la colère de ceux qui disposent du droit de justice.**

Les maladies

La peste dont le bacille est transmis à l'homme par le rat, puis par les personnes infectées fit son apparition pour la première fois en Europe en 430 avant Jésus-Christ. Elle se propagea dans tous les pays et pendant plus de 2300 ans, elle fit des ravages périodiques.

Pendant le Moyen-Age, nos contrées ne furent pas épargnées. En 1348, la peste causa la mort de 25 millions d'Européens. Ce fut la maladie la plus dévastatrice connue dans l'histoire. Elle avait atteint les deux tiers de la population sans le moindre cas de guérison. En 1400 et 1401, une nouvelle épidémie de peste provoqua une effroyable mortalité dans l'Entre Sambre et Meuse. La tradition toujours vivace à Montbliart garde le souvenir de cette peste qui décima le tiers de la population du village. Les autres habitants étaient si affaiblis qu'ils ne purent inhumer les corps. Ceux-ci furent entassés dans une maison du chemin de Bellièvre et recouverts de

chaux vive. On avait bouché les ouvertures et la maison fut condamnée pendant 30 ans.

Actuellement cette petite maison existe toujours. Elle devint la propriété d'Edmond Graus qui l'aménagea et la fit servir de garage. Pendant les périodes d'épidémie, les survivants étaient tellement affaiblis qu'ils ne pouvaient plus cultiver les terres. Les mines, les forges, les carrières et le travail des bûcherons étaient abandonnés. On entraînait ainsi dans un cercle vicieux où la maladie avait plus de prise sur les corps décharnés.

Cette terrible maladie qu'était la peste était le plus souvent ramenée par les soldats qui menaient de des guerres colonialistes au profit du capitalisme naissant, hideux et criminel (voir l'accumulation primitive du capital de Karl Marx).

Ce n'était pas l'avis des autorités catholiques qui par fanatisme religieux accusaient les Juifs de répondre la maladie. Ils étaient accusés d'avoir empoisonné les fontaines et d'avoir attiré la vengeance et la colère de Dieu. Les Juifs furent donc persécutés. Par exemple sur 1800 Juifs qui habitaient Strasbourg, les catholiques en brûlèrent 900. Des gens armés tuaient, pillaient et brûlaient sous prétexte de chasser cette vengeance. À Mayence, 12 000 Juifs se donnèrent la mort pour échapper à la furie et aux supplices des catholiques. Cela n'était pas plus beau dans nos villes et nos campagnes. Pendant ce temps, la peste continuait à sévir. Ni les prières ni les





pèlerinages à Saint-Roch ou les injonctions des curés n'arrêtaient le fléau. Les paysans et les mineurs de fer étaient les plus touchés car ils étaient affaiblis par leur travail harassant.

À tous ces désastres apportés par les guerres, d'autres grandes épidémies venaient encore ajouter des calamités tout aussi terrifiantes. Elles pratiquaient des coupes sombres dans les rangs de la population.

Outre les pestes, le choléra, la grippe et la variole furent de loin les maladies les plus contagieuses qui sévissaient alors. La tuberculose causée surtout par une mauvaise alimentation et le manque d'hygiène faisait aussi de terribles ravages.

Parmi les malades, les plus malheureux étaient les lépreux. Réprouvés à cause du mal, qui rongeaient leur chair, ils étaient parqués dans des lieux qui leur étaient destinés et appelés « maladrerie » où la plus élémentaire hygiène manquait le plus souvent. Il leur était défendu d'en sortir sans s'annoncer au moyen d'une crécelle.

Dans les écrits du 17^e siècle, on parle encore de la lèpre. Pour tenter de guérir, ces maladies, on avait recours à la médecine magique des guérisseurs et des moines qui préparaient des potions à base de plantes aromatiques comme la sauge, le thym le laurier, la marjolaine, l'hysope, ...

Suivant les croyances des guérisseurs, ceux-ci ajoutaient à leurs potions de la bave de crapaud, de l'urine de jument, des râpures des crânes des pendus ou tout autre ingrédient aussi fantaisiste. Il existe des recueils de remèdes cabalistiques de ce genre qu'on utilisait dans le temps, le tout accompagné des incantations d'usage adressées au Saint de service.

À cette époque, le mot magique « abracadabra » écrit en triangle afin qu'on puisse le lire dans tous les sens avait encore le pouvoir, disait-on, de guérir les plus terribles maladies.... Quoi qu'il

en soit, tous ces remèdes ne parvinrent jamais à enrayer ces épidémies entretenues par l'ignorance des règles élémentaires d'hygiène, la superstition et le fanatisme religieux qui enseignait par spéculation au profit des riches et de l'autel que toutes les maladies et tous les maux étaient envoyés par Dieu pour l'expiation sur terre des péchés des hommes. Il fallait disaient-ils bénir la main qui frappait afin d'obtenir le pardon de nos fautes et mériter la béatitude éternelle après notre mort.

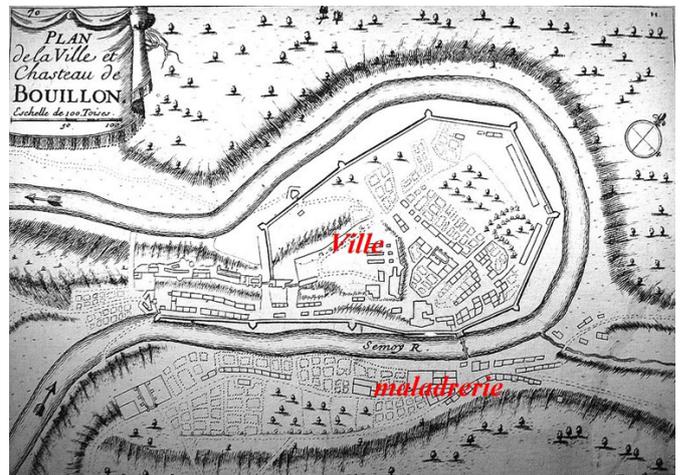
Les léproseries.

Les maladreries d'après des documents du 14^e siècle étaient un amas de huttes construites sur pilotis et devant lesquelles un linge suspendu à une perche avertissait les patients. Elles étaient sous la surveillance du mayeur et des échevins. Elles furent supprimées vers la fin du 17^e siècle après avoir existé durant environ 500 ans

Les lépreux furent de tout temps des objets de répulsion, motif pour lequel on les séquestrait loin des centres des villes dans les maladreries. Un individu atteint de la lèpre était mené à l'église, où vêtu d'une espèce de longue robe noire, il entendait l'office des morts puis on le reconduisait à la maladrerie.

Les lépreux ne pouvaient plus ensuite entrer dans les églises, les moulins, les boulangeries. Il leur était défendu de boire dans les fontaines et de se laver dans les ruisseaux. Ils avaient leurs sources bien à eux. Dans maints villages, le nom de « fontaine des malades » est resté pour désigner ces sources comme à Gourdinne, à Rance, à Frameries, à Gilly et en bien d'autres lieux. A Gilly, cette fontaine des malades était située au bas de la rue de Chèvremont,

La maladrerie abritait une léproserie hors des murailles de la ville.



et dans les années 60, les gens allaient toujours s'y approvisionner en eau.

Les lépreux ne pouvaient pas toucher aux enfants, ni parler à quelqu'un en étant placé sous le vent, de manier une marchandise avant de l'avoir achetée. Ils devaient en outre agiter une crécelle ou des cliquetis lorsqu'ils approchaient des lieux habités. Après avoir entendu l'office des morts, les lépreux étaient reconduits à la maladrerie où ils étaient exclus de la commune.

Les frais occasionnés dans les léproseries étaient couverts par l'aumône que les passants déposaient dans un tronc situé à proximité des établissements. Les léproseries servaient plus à parquer les malades qu'à les soigner.

Ces frappés de mort civile étaient donc souvent l'objet de l'horreur et de l'hostilité universelle. Ils étaient souvent accusés de pratiques de sorcellerie et furent parfois victimes de la fureur d'une population ignorante et abrutie par les racontars d'une hiérarchie à qui cela servait comme à l'heure actuelle, la haine de l'étranger sert à détourner l'attention du peuple, des turpitudes et des dysfonctionnements de nos gouvernements.

La lèpre était connue des Égyptiens 1500 ans avant Jésus-Christ. Elle fut importée en Europe surtout à l'époque des croisades où elle se propagea d'une façon redoutable.

Cette maladie infectieuse et contagieuse est produite par un bacille spécifique dit de Hansen. Elle se traduit par des ulcérations et des atteintes cutanées entraînant des atrophies musculaires douloureuses. On ne peut s'imaginer qu'elles devaient être terribles les souffrances physiques et morales des lépreux.

**Roger nous donne un exemple de maladrerie. Je peux toutefois en citer un exemple : ce plan de Bouillon. Au Moyen-Age, les Bouillonnais habitaient au pied du château dans la boucle de la Semois. Le quartier des lépreux était situé hors des murailles de l'autre côté de la rivière.*

Roger Nicolas
À suivre

DOSSIER

Antisioniste ≠ Antisémitisme

«Mal nommer les choses, c'est ajouter au malheur du monde», disait l'écrivain français Albert Camus. Et s'il y a bien un malheur aujourd'hui, c'est la guerre dans la bande de Gaza. L'armée israélienne bombarde la bande de Gaza depuis début octobre. Il

y a plus de 30000 morts, dont beaucoup de femmes et d'enfants. Celles et ceux qui sont pour les droits humains ne peuvent que condamner Israël. Parmi ces personnes, certaines se disent antisionistes. Israël les accuse d'être des antisémites, d'être contre le peuple juif. Pas facile de s'y retrouver. Essayons de bien nommer les choses.



L'antijudaïsme

Au départ, le fait d'être contre les Juifs et même de les haïr vient de la religion. Le judaïsme est la religion juive. À partir de l'an 1000, l'Église catholique a un discours de haine contre le peuple juif *. Les Juifs ont une autre religion que les catholiques. Et surtout, pour l'Église catholique, les juifs sont responsables de la mort de Jésus-Christ. On parle d'antijudaïsme. En Europe, les États s'appuient sur la chrétienté. Les Juifs qui sont une minorité sont souvent opprimés dans les pays d'Europe. À partir du 19e siècle, cela commence à changer.

L'antisémitisme

Au 19e siècle, être contre les Juifs et même les haïr vient toujours de la religion, mais surtout du racisme. Le peuple juif est un peuple sémite. Le sémitisme est tout ce qui se rapporte à des peuples du Proche-Orient qui parlent l'hébreu ou l'arabe. En se basant sur une fausse science, certains considèrent les Sémites comme une race inférieure. Peu à peu, les mots sémite et sémitisme n'ont concerné que les Juifs. Le mot antisémitisme apparaît la première fois dans un texte de 1879. Il ne concerne plus que les

Juifs, religieux ou non.

À la fin du 19e siècle, il y a une montée de l'antisémitisme en Europe. En Europe de l'Ouest, certains voient les Juifs comme responsables de la crise économique de l'époque. Le fait d'être contre les Juifs ne vient plus seulement de la religion, mais aussi des problèmes de société. À chaque crise, on cherche des responsables et on cible un groupe de personnes. A l'époque, beaucoup disent que les problèmes viennent des Juifs. En plus, on accuse les Juifs d'être des traîtres, car ils n'ont pas d'État, pas de patrie. En Europe de l'Est, en Russie surtout, c'est pire encore. Les maisons des Juifs sont détruites, les Juifs sont victimes de violences qui vont parfois jusqu'aux massacres.

L'antisionisme

L'antisionisme n'a rien à voir avec l'antijudaïsme ou l'antisémitisme. L'antisionisme, c'est être contre le mouvement sioniste qui veut un État national juif en Palestine. Sionisme vient du nom Sion. Le mont Sion est une colline de la vieille ville de Jérusalem. Il est le symbole de la terre d'Israël. Le sionisme est un mouvement politique né à la fin du 19e siècle.

À cause de l'antisémitisme, des Juifs veulent avoir un État à eux pour vivre en sécurité. Au départ, ils sont peu nombreux. Beaucoup de Juifs ne sont pas sionistes. En 1948, l'État d'Israël est créé sur le territoire de Palestine. Et c'est le sionisme qui a gagné. La politique de l'État d'Israël est d'occuper un maximum de terres. C'est un État colonial. Mais aujourd'hui encore, des Juifs sont antisionistes et anticolonialistes. Ils sont contre la politique de l'État d'Israël. Ils sont évidemment pour que les Juifs vivent en sécurité. Ils sont aussi pour les droits du peuple palestinien.

Certains disent que les antisionistes sont des antisémites, mais qu'ils n'osent pas le dire. Être antisémite, c'est être raciste. Le racisme est puni par la loi. Des antisémites se cachent donc derrière l'étiquette antisioniste. C'est vrai, mais ce n'est pas le cas de tous les antisionistes Venu de Palestine

* Juif ou juif

Le nom «juif», faut-il l'écrire avec ou sans majuscule? En anglais, on met toujours la majuscule : 'Jew'. Mais en français, ce n'est pas simple. Il y a plusieurs possibilités. À L'Essentiel, on a choisi de mettre la majuscule au nom «Juif» quand il désigne une personne qui appartient au peuple juif et qui se réclame juif. Par contre, on a choisi de mettre une minuscule au nom «juif» quand il désigne une personne qui croit dans la religion juive. C'est exactement comme pour les personnes qui ont une autre religion, les catholiques et les musulmans par

exemple.

Thierry Verhoeven

Extrait de « L'Essentiel » <https://www.journalessentiel.be/voyager-dans-le-cahier-de-palestine/>

Le keffieh, l'autre foulard



Leila Khaled

Le foulard palestinien est un symbole de lutte, de liberté et d'indépendance pour le peuple palestinien. Le dirigeant palestinien Yasser Arafat l'a rendu célèbre. Il est connu dans le monde entier. Aujourd'hui, ce foulard traditionnel est surtout fabriqué

en...Chine

Venu de Palestine

A l'origine, le keffieh est un foulard de coton noir et blanc des paysans arabes, surtout de Palestine. Les paysans le portent sur la tête avec un serre-tête noir en corde et laine de chèvre. Le foulard protège du froid ou du soleil. Le mot keffieh du mot arabe kaffiah viendrait du mot latin cophia. En français, c'est le mot coiffe. Mais d'autres disent que le mot kaffiah viendrait de la ville de Kuhfa en Irak, un pays arabe. Sur ce foulard, il y a différents dessins qui auraient différentes significations liées à la Palestine et au monde arabe. Certains y voient là des feuilles d'olivier, là des mailles de filet de pêche, là des routes pour les voyageurs symbolisant la Palestine comme pays de frontière entre l'Europe, l'Afrique et l'Asie. D'autres y voient là des mains unies, là des rayons de miel d'une ruche ...

Symbole de lutte

Ce qui est certain, c'est que le keffieh est un symbole de lutte, de liberté et d'indépendance pour le

peuple palestinien. C'est le dirigeant palestinien Yasser Arafat qui l'a rendu célèbre. Dans les années 1960, l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) se crée. Yasser Arafat en devient le dirigeant jusqu'à sa mort en 2008. Yasser Arafat a toujours porté le keffieh en public. Il le portait en laissant tomber sur son épaule droite un triangle du foulard qui ressemblait ainsi à la carte de la Palestine. Et Israël occupe une grande partie de la Palestine. Depuis longtemps, le keffieh représente la lutte du peuple palestinien pour sa liberté.

Romantique

En 1936, les Palestiniens se révoltent contre les Britanniques qui occupent la Palestine. Le keffieh devient le symbole de libération du peuple palestinien. Mais ce n'est que dans les années 1960 qu'il est vraiment connu ailleurs qu'en Palestine grâce à Yasser Arafat et aux fedayins, les combattants palestiniens. Ils étaient souvent représentés avec le keffieh et le fusil Kalachnikov. Parmi eux, une femme est restée célèbre, Leila Khaled. En 1969, elle est la première femme militante palestinienne à avoir détourné un avion. Il n'y a pas eu de morts. Cela a rendu l'épisode encore plus « romantique » aux yeux de révolutionnaires et de militants.

International

Le keffieh est donc historique, politique, romantique. Il représente le droit des peuples à décider de leur avenir. Dans les années 1960, beaucoup de pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique du Sud anciennement colonisés venaient juste de gagner leur indépendance. Les peuples et les chefs d'État de ces pays se reconnaissaient donc dans la lutte des Palestiniens et dans le symbole du keffieh. Avec le temps, le keffieh est devenu un symbole pour des militants ailleurs qu'en Palestine. Beaucoup de gens le portent dans des manifestations pour des causes de justice et d'égalité.

Venu de Chine

Le keffieh est célèbre et se vend bien. Même les grands couturiers font des foulards de la même forme avec parfois les mêmes dessins. C'est ce qu'avaient fait Balenciaga et Louis Vuitton, par exemple. Malgré le succès de ce foulard, les usines palestiniennes qui le fabriquaient ont disparu les unes après les autres. Et il ne reste qu'une usine en territoire palestinien, en Cisjordanie. Pourquoi ? Israël impose des conditions de vie difficiles pour la population palestinienne, il est difficile de faire un commerce « normal ». Et puis, il y a la Chine... Les keffiehs sont fabriqués beaucoup moins cher en Chine et vendus dans le monde entier. Bref, le véritable keffieh est en rupture de stock, mais il est et sera toujours un symbole de lutte, de liberté et

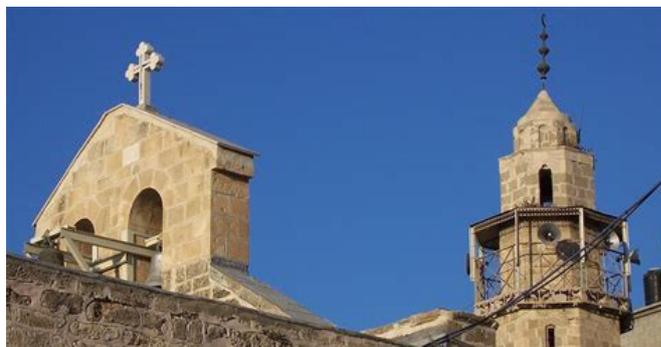
d'indépendance.

Thierry Verhoeven
Extrait de l'Essentiel

Gaza souhaite ardemment la résurrection

Alors que la présence de chrétiens palestiniens remonte aux premiers disciples de Jésus et que la région fut un temps majoritairement chrétienne, il ne restait qu'un millier d'entre eux le 7 octobre. Sept mois plus tard, leur nombre a encore chuté.

Une opinion de Tim Brys, chrétien et titulaire d'un Master en études du Moyen-Orient (Beyrouth) es.



St Porphyrios

Dimanche, plusieurs centaines de Palestiniens ont "célébré" la fête de Pâques orthodoxe dans la ville de Gaza. Les rites religieux ont été fidèlement accomplis, mais les festivités habituelles n'ont pas eu lieu. Depuis des mois, la majorité de la petite communauté chrétienne de Gaza s'est retranchée dans l'église orthodoxe St Porphyrios et dans l'église catholique de la Sainte Famille dans la ville de Gaza. Les autres ont fui vers le sud de la bande de Gaza et quelques-uns ont pu émigrer.

La sombre atmosphère de Pâques à Gaza reflétait non seulement la situation difficile de tous les Palestiniens, mais aussi la fin imminente d'une présence chrétienne autochtone vieille de plusieurs siècles. En effet, les chrétiens palestiniens remontent aux premiers disciples de Jésus. Entre le Ve et le VIIe siècle, Gaza est devenue un centre monastique florissant et, même des siècles après les conquêtes islamiques, la région était encore majoritairement chrétienne. En 1948, cependant, moins de 10 % des Palestiniens se disaient chrétiens et, le 7 octobre de l'année dernière, on estimait qu'il ne restait qu'un millier de chrétiens à Gaza. Aujourd'hui, sept mois plus tard, ce nombre a encore chuté.

Le pasteur palestinien Mitri Raheb, de Bethléem, a déclaré en novembre dernier à propos des chrétiens de Gaza : "Je ne suis pas sûr qu'ils survivront aux bombardements israéliens, et même s'ils y survivent, je pense que beaucoup d'entre eux émigreront". À ce moment-là, 17 chrétiens avaient déjà trouvé la mort, dont plusieurs enfants, lors d'un bombardement israélien sur le terrain de l'église Saint-Porphyre. La paroisse a organisé à la hâte une messe le lendemain pour baptiser quelques bébés avant qu'ils ne meurent à leur tour.

Quelques semaines plus tard, Elham Farah, 84 ans, professeur de musique, a été abattue alors qu'elle quittait le terrain de l'église pour voir l'état de sa maison. Le lendemain, un char israélien a roulé sur son corps. Un mois plus tard, Nahida Anton, une personne âgée, a été abattue par un tireur d'élite alors qu'elle se rendait aux toilettes dans l'enceinte de l'église de la Sainte-Famille. Sa fille Samar a couru après elle et a également été abattue, tandis que le sniper a blessé sept autres personnes qui tentaient de les aider. En outre, une douzaine de paroissiens sont morts parce qu'on leur a empêché d'obtenir l'assistance médicale nécessaire. Parmi eux, le père de Khalil Sayegh, qui a déclaré que "l'armée israélienne assiège complètement l'église".

Les infrastructures aussi



Et ce ne sont pas seulement les chrétiens eux-mêmes, mais aussi leurs infrastructures qui sont soumises à de fortes pressions. Un bâtiment situé dans l'enceinte de l'église Saint-Porphyre a été bombardé par l'armée israélienne et s'est effondré. Le couvent des Missionnaires de la Charité – l'ordre fondé par Mère Teresa – a été touché par un missile, obligeant les 54 enfants handicapés qui y étaient hébergés à fuir. Le bâtiment du YMCA a également été bombardé, ainsi que l'école de la Sainte Famille, l'école des Sœurs du Saint Rosaire et le centre d'éducation Thomas Aquinas. Par ailleurs, 40 maisons de paroissiens ont été réduites à l'état de

ruines, 48 endommagées au point d'être irréparables et 85 inhabitables sans rénovation, écrit Sami el-Yousef du Patriarcat latin. "Lorsque la guerre sera terminée, la plupart des familles chrétiennes n'auront nulle part où aller et resteront probablement dans le complexe de l'église pendant très longtemps !", conclut-il. Ou bien elles émigreront, comme l'ont fait déjà 4 % de la communauté.

C'est ce qu'ont tenté la mère et la sœur de 18 ans de Khalil Sayegh, dont le père est mort faute de soins médicaux. Elles ont reçu l'autorisation de se rendre en Égypte à la fin du mois d'avril et se sont rapidement engagées sur la route dangereuse menant au poste-frontière de Rafah. Cependant, au cours d'une marche obligatoire dans une zone où l'armée israélienne n'autorise ni les voitures ni les ambulances, la jeune Lara Sayegh s'est effondrée. Elle est morte d'un coup de chaleur.

Pour que justice soit rendue

En annonçant cette triste nouvelle, Khalil a conclu en disant : "Même si nous n'obtenons pas la justice tant attendue sur terre, nous l'obtiendrons sûrement dans l'au-delà, lorsque nous nous tiendrons tous devant le Christ. D'ici là, je continuerai à me battre pour que justice soit rendue à ma famille et aux autres victimes de ce génocide".

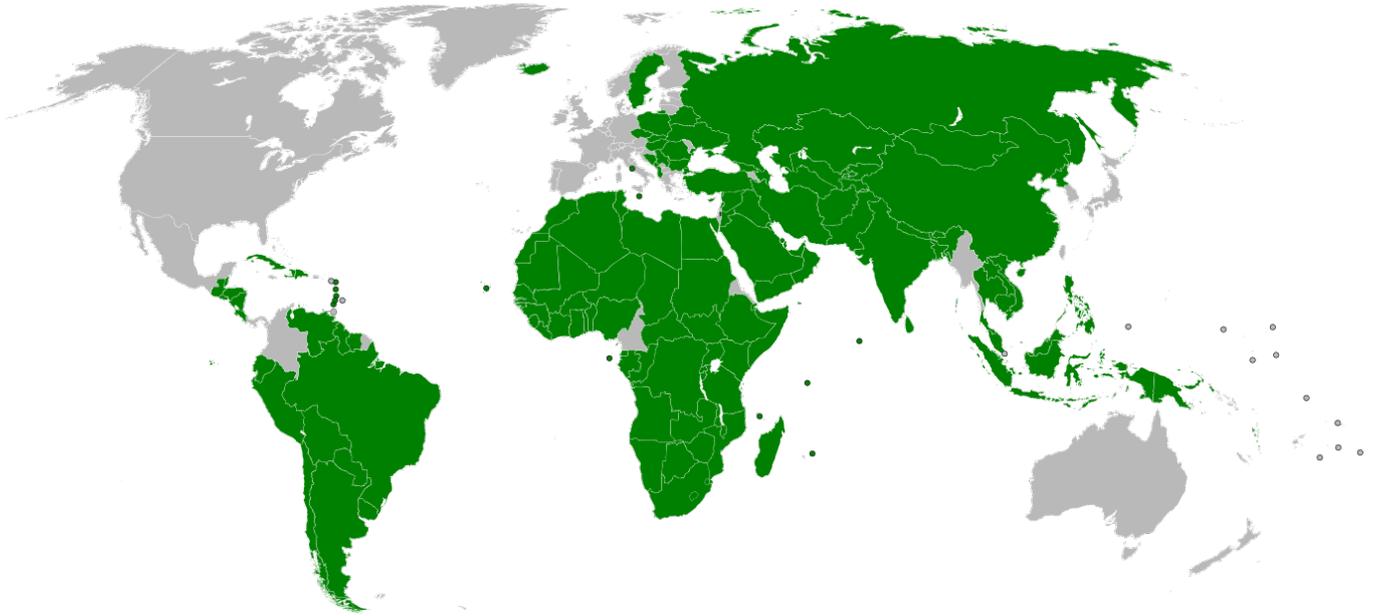
Khalil continue de s'élever contre les injustices auxquelles les Palestiniens sont confrontés, malgré la mort choquante de son père et de sa sœur. Il chérit la certitude chrétienne que justice sera faite, même si ce n'est qu'après la mort. C'est pourquoi il a proclamé sur Twitter, en cette triste Pâques, que "le Christ est vraiment ressuscité". La résurrection de Jésus que les chrétiens palestiniens célèbrent à Pâques ne leur donne pas seulement l'assurance que leurs proches ressusciteront. Elle leur donne également l'assurance que la justice à laquelle ils aspirent sera enfin rendue. Ils croient que le Christ ressuscité jugera équitablement ce conflit sanglant. Y compris les horreurs du 7 octobre, car Khalil est tout aussi cinglant dans ses critiques à l'égard du Hamas. Mais, surtout, il reste attaché à l'espoir qu'Israéliens et Palestiniens n'auront pas à attendre l'éternité pour obtenir cette justice.

Extrait de la Libre

Qui sont les pays qui ont déjà reconnu l'État palestinien, et pourquoi ?

«Palestine vivra» diplomatiquement ?

La reconnaissance de la Palestine en tant qu'État est un chantier pluri décennal. Le 22 mai, l'Espagne, l'Irlande



et la Norvège ont annoncé leur décision de reconnaître l'État palestinien dans l'espoir d'entraîner d'autres pays à faire de même. Avec ces trois nouveaux soutiens, le compte des pays ayant reconnu l'existence de l'État palestinien monterait à 145 sur les 193 États membres de l'ONU, selon le décompte réalisé par l'Autorité palestinienne. 142 pays l'ont déjà fait, dans quatre vagues de reconnaissances bien distinctes. Mais de quand datent les 142 premières reconnaissances, qui les ont faites, et dans quel contexte ?

La vague d'Alger

C'est l'Algérie qui a ouvert le bal, le 15 novembre 1988. Pourquoi ? Parce que c'est à Alger, ce même jour, que le Conseil national palestinien a déclaré l'indépendance de la Palestine. Lunettes sur le nez, keffieh traditionnel sur la tête, Yasser Arafat a annoncé, au cœur d'Alger la blanche, la « naissance » de l'État, avec pour capitale « Jérusalem la Sainte », tout en appelant à une solution de paix avec Israël. Dans son discours conclusif, le leader historique de la Palestine appelait les autres États à le soutenir. En quelques jours, 75 États suivent l'exemple d'Alger, la « capitale de la révolution ». Ces pays sont principalement ceux de la ligue arabe, les pays africains et asiatiques et certains pays du bloc de l'Est. Parmi cette alliance de non-alignés, on retrouve des mastodontes tels que l'URSS, qui vit ses dernières heures, mais aussi la Chine, la Corée du Nord ou encore l'Iran, un an plus tard, en 1989. Globalement, ce sont des pays non-occidentaux qui accordent leur soutien à l'État indépendant, avec, pour beaucoup, une volonté de s'opposer à la politique internationale de Washington, soutien historique d'Israël.

C'est aussi l'Algérie qui a permis à la Palestine d'accéder à l'Unesco et ses programmes d'aides, en 2011. En 2012, la Palestine devient État observateur

non-membre de l'ONU, neuf pays ont voté contre : les États-Unis, Israël, le Canada, la République tchèque, les Îles Marshall, la Micronésie, Nauru, les Palaos et le Panama.

La deuxième vague.

Les années 1990 marquent un relatif creux dans l'évolution du nombre de pays qui reconnaissent l'État palestinien, malgré la signature des accords d'Oslo le 13 septembre 1993. Entre le début de la décennie et la fin de l'année 2004, seuls 13 pays ont apporté leur reconnaissance, principalement des pays d'Asie centrale, comme le Kazakhstan et l'Ouzbékistan, mais aussi feu la Bosnie-Herzégovine. L'Afrique du Sud, en retard sur le reste des pays africains, a reconnu l'État en 1995. Ce geste diplomatique fort est le résultat de l'arrivée au pouvoir de Nelson Mandela, fidèle soutien de Yasser Arafat, en 1994.



Mais une réelle deuxième vague diplomatique se fait sentir à partir de 2005, avec la reconnaissance de la Palestine par le Paraguay, qui ouvre la marche

aux pays d'Amérique du Sud. Le Nicaragua et Cuba, sous l'impulsion de son leader Fidel Castro, avaient déjà fait la démarche en novembre 1988. En 2008, le Costa Rica suit, puis le Venezuela et la République dominicaine en 2009. Entre 2005 et 2013, la quasi-totalité des pays sud-américains accordent leur reconnaissance officielle à l'entité palestinienne. Dans la revue *Mouvements*, en 2013, la politiste brésilienne Cécilia Baeza analyse cet alignement des pays du Sud du continent américain comme « un moyen de mettre en scène leur autonomie en matière de politique étrangère, et plus largement, d'exister sur la scène internationale ». Les voisins sudistes des États-Unis ne sont plus le pré carré de Washington.

C'était une première pour un pays membre de l'Union européenne : le 30 octobre 2014, le royaume de Suède, alors gouverné par la gauche reconnaissait la Palestine, espérant que d'autres démocraties libérales lui emboîtent le pas. Ce fut le cas en 2015, par un État qui n'est clairement pas le plus puissant, mais vaut son poids de symboles : le Vatican. Le Saint-Siège a depuis plusieurs fois rappelé son soutien à la solution à deux États. En 2014, une résolution du Parlement européen, réuni en session plénière, a également appuyé « en principe la reconnaissance de l'État palestinien et la solution des deux États, et estime que celles-ci devraient être concomitantes au processus des pourparlers de paix, qui devrait être mis en marche ».

Depuis le 7 octobre.

Depuis l'attaque terroriste du Hamas du 7 octobre 2023, et la répression israélienne sanglante qui a suivi, avec ses dizaines de milliers de morts dans la bande de Gaza, la question de la reconnaissance par les États européens est de retour, avec une volonté d'ajouter de la puissance diplomatique aux demandes de cessez-le-feu.

En 2024, la Palestine a été officiellement reconnue par la Barbade, la Jamaïque, Trinité et Tobago et les Bahamas. C'est à ces gestes diplomatiques que viennent s'ajouter ceux de l'Espagne, de l'Irlande et la Norvège, qui reconnaîtront officiellement l'État palestinien le 28 mai, accélérant la potentielle reconnaissance d'autres pays du vieux continent. Depuis l'annonce des trois Européens, le 22 mai, la Slovaquie a fait savoir qu'elle avait également déclenché une procédure dans le même sens.

Pour l'instant, Paris joue la montre, et considère que le temps de la reconnaissance n'est pas encore venu. Le 16 février dernier, lors de la visite officielle du roi Abdallah II de Jordanie à Paris, Emmanuel Macron a redonné la position nationale

: « La reconnaissance d'un État palestinien n'est pas un tabou. » Reste à savoir quand l'hypothèse deviendra réalité.

Par Antoine Margueritte
Extrait de Marianne

« Retour du tragique » : et si le monde revenait dans la vie politique ?



Même s'il passionne les commentateurs, les aspirants journalistes et une bonne partie du personnel politique, le sujet figure traditionnellement parmi les parents pauvres des campagnes électorales. « L'international, ça n'intéresse pas les électeurs », a-t-on coutume d'entendre chez les stratèges au moment d'échafauder les plans de bataille des candidats pour lesquels ils travaillent. Et de fait, les études d'opinion ne disent pas autre chose : en comparaison du pouvoir d'achat, de l'avenir du système social, de l'écologie ou de l'immigration, les affaires diplomatiques occupent une place relativement modeste dans la hiérarchie des priorités de nos concitoyens.

Aux États-Unis, cette règle fait figure d'axiome : les passages des débats présidentiels consacrés à la politique étrangère sont systématiquement les moins visionnés, et aux sceptiques, l'on rétorque : « It's the economy, stupid! ». En France * également, le chapitre « géopolitique » des joutes télévisées est généralement relégué en dernière partie de soirée, lorsque l'essentiel de l'Audimat est déjà parti se calfeutrer dans les bras de Morphée. Journalistiquement, la propension du péquin lambda à se préoccuper davantage de son proche quotidien que des drames à l'autre bout du globe a même donné naissance à une loi cynique, celle du « mort-kilomètre ».

Tout ceci pourrait bien être en train de changer, à mesure que le tragique fait son retour dans l'Histoire. Il y a très longtemps qu'une campagne électorale française n'avait pas accordé autant d'espace aux thèmes internationaux. Bien sûr, les européennes se prêtent par nature à l'exercice, mais le phénomène dépasse de très loin les af-

faïres bruxello-strasbourgeoises.

Alors que les Ukrainiens combattent encore l'invasion russe, le positionnement à adopter pour résoudre cette guerre aux portes de l'Europe constitue un clivage majeur. La résurgence funeste du conflit israélo-palestinien est allée jusqu'à entraîner un parti, la France insoumise, à ériger cette lutte au sommet de son agenda. Enfin, à plus de 17 000 kilomètres de Paris, de graves troubles agitent la Nouvelle-Calédonie, sur fond d'ingérences de l'Azerbaïdjan, pendant que la Chine contemple l'île avec convoitise, obligeant l'ensemble du spectre politique à se positionner. Bref, le fracas du monde est devenu si assourdissant qu'il s'impose désormais à tous les électeurs.

Par Hadrien Mathoux
Extrait de Marianne

Les constats émis par l'auteur du texte sont également valables pour la Belgique. De plus, cela aura une influence négative le 9 juin prochain vu la concomitance des élections européennes avec les élections législatives et régionales, ces dernières étant importantes pour l'avenir de notre pays. (Robert Tangre)

Cette interview de Paul Magnette, président du Parti socialiste et tête de liste pour les élections européennes de 2024 date de 2017. La question importante, en ce jour, est de connaître la position actuelle du candidat par rapport à ses déclarations antérieures.

Paul Magnette : «L'Europe est en train de se désintégrer»

Vingt-cinq ans après le traité de Maastricht qui a lancé l'aventure de l'euro, où va l'Union européenne ? «L'Echo» a demandé à plusieurs personnalités de se projeter dans le quart de siècle à venir pour imaginer comment l'Union pourrait évoluer. Aujourd'hui, l'avis d'un «fédéraliste meurtri», un homme politique wallon qui mène un bras de fer obstiné avec les institutions européennes. Et qui est convaincu qu'il faut des cendres pour permettre au phœnix de renaître. Après avoir consacré l'essentiel de sa carrière à étudier l'Europe, Paul Magnette se demandait en mai dernier s'il n'était pas en train de devenir «le premier des eurosceptiques socialistes». Mais si le ministre-président wallon est en guerre contre l'Europe «libérale-conservatrice», il n'en reste pas moins un Européen convaincu. Un Européen «meurtri» d'assister à la désintégration de l'Europe, mais convaincu qu'elle permettra l'indispensable renouveau.



L'euro, vous le voyez plutôt comme une réussite ou un échec ?

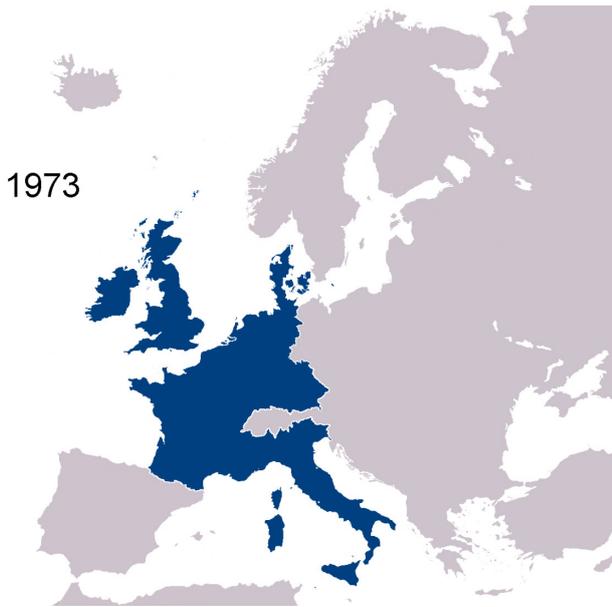
C'est une monnaie mal pensée. Elle a été conçue selon une logique monétariste : « Créons une monnaie et l'économie suivra ». Cela n'a pas marché. La convergence économique ne s'est pas réellement produite par l'effet de l'euro. Cela n'a pas non plus amené à créer une vraie politique économique européenne : il n'y a pas de vrai budget, pas de vraies ressources propres. Une union monétaire sans union économique a pour seul effet de neutraliser la variable monétaire dans les ajustements entre les Etats membres. Du coup, l'ajustement se fait sur des législations sociales et fiscales qui n'ont pas convergé. Cela a produit ce qu'on pouvait craindre : l'euro a accéléré une dérégulation sociale et fiscale, il a inversé la logique de l'Union européenne.

C'est-à-dire ?

Toute la logique de l'Union européenne est une logique de convergence et de protection. Aujourd'hui, il y a une asymétrie fondamentale : la monnaie est contraignante ; la libéralisation se décide à la majorité absolue des Etats membres ; mais l'union sociale et l'union fiscale, c'est l'unanimité. Donc il y a quelque chose de bancal dans le système. Ce sont une vingtaine d'années qui ont complètement retourné le sens de l'Union européenne. Parce que jusqu'alors, la logique des traités fondateurs, l'idée c'était toujours : « Je dérégule au niveau national mais je reregule en même temps au niveau européen ».

Cette période est aussi celle qui mène aux élargissements de l'Union européenne, une erreur ?

D'un point de vue géopolitique, il fallait faire ces élargissements. Le problème, ce sont les conditions qu'on y a mis qui étaient très faibles. Il aurait fallu



dire : il faut un jour entrer dans l'euro, on va vous aider — et vous forcer — à atteindre les conditions économiques, à faire de la convergence. Au lieu de ça, on s'est dit : les travailleurs (roumains, bulgares, polonais, hongrois...) vont aller là où on manque de travail, en Europe occidentale. Et le capital (français, allemand...) va aller là où on manque de capital, en Europe centrale.

C'est précisément ce qui s'est passé.

Oui, du point de vue de l'économie abstraite, c'est formidable : les facteurs s'allouent naturellement là où ils doivent aller. C'est la magie de la main invisible. Sauf que pour les gens, c'est brutal. Dans nos pays, ça déstructure complètement les systèmes de sécurité sociale. Et pour les pays d'Europe centrale, c'est une catastrophe : la Roumanie a perdu les 15% de ses plus jeunes gens et les plus costauds de sa population ! Et les conséquences politiques sont dramatiques. On est dans un moment de désintégration politique complet. Jusqu'ici l'Europe n'avait jamais reculé, là elle recule. Et ce n'est pas fini à mon avis.

L'Europe recule : vous ne parlez pas seulement du Brexit ?

Non, qui croit encore en l'Europe aujourd'hui ? Moi qui suis un fédéraliste meurtri et un peu désespéré, quand je parle à des étudiants, l'Europe ne représente plus rien pour eux. Par contre elle représente pour tous les perdants de la mondialisation, la cause de tous les problèmes. Donc elle est en train de se désintégrer. Les gens ne le voient pas encore, mais c'est comme un feu de cheminée : ça a pris, c'est invisible, mais à un moment donné, on le verra. Et le Brexit en est le premier symbole.

«J'espère que le Brexit sera suivi par un Polxit, un Hongrexit, un Bulgexit, un Roumaxit...»

À qui la faute ?

Je crois qu'il y a une responsabilité énorme dans le tournant libéral-conservateur. Sans faire tout remonter à Maastricht, le Six Pack, c'est la mort de l'Europe.

Le Six Pack, c'est notamment la menace de sanctions pour les Etats qui ne respectent pas les règles du Pacte de stabilité. Pourquoi était-ce une telle erreur selon vous ?

Parce qu'il a poignardé la catégorie sociale qui avait soutenu le projet européen : la classe moyenne d'Europe occidentale. Le Six Pack a comprimé leur pouvoir d'achat, a prolongé la récession, a aggravé les inégalités. L'Europe s'est privée elle-même de ce qu'était son soutien historique.

Vous visez Angela Merkel, qui l'a porté ?

Merkel a été logique : elle a défendu les intérêts de l'Allemagne. Ce sont ceux qui n'ont pas résisté à Merkel qui sont responsables. José-Manuel Barroso et Herman Van Rompuy d'abord. Et puis François Hollande, qui n'a rien corrigé alors qu'il avait promis qu'il allait renégocier les traités. Plus largement, ces années-là, 2008-2015, sont tragiques : moins parce qu'on a fait que ce qu'on n'a pas fait. Il y a une crise fiscale, il y a des «leaks» partout et on ne fait rien d'ambitieux. On a une récession et on fait un plan Juncker minimaliste. C'est la crise des réfugiés et on confie le problème à Erdogan. On fait démonstration de l'impuissance, de l'inutilité de l'Union européenne telle qu'elle est aujourd'hui. Mais je reste un Européen convaincu.

À condition que l'Europe soit sociale, donc. La recette porteuse pour la gauche, c'est la confrontation, comme vous l'avez faite avec le Ceta : montrer aux gens le rapport de force ?



Ce n'est pas la confrontation pour le plaisir : il faut renvoyer la balle à l'Europe. C'est quand même dingue : à la Commission, ils font de l'ingérence dans les matières nationales qui sont extrêmement sensibles. Et ils ne sont pas capables de lutter contre la fraude fiscale ou de gérer le problème des réfugiés.

La Commission s'en prend à Apple, pousse à plus de transparence fiscale, à ce que les profits soient taxés où ils sont produits...

Oui mais c'est mou ! On doit récupérer 1.000 milliards d'euros par an qui nous sont volés. Pour faire avancer la convergence fiscale, il ne faut pas dire : «Bon, je mets une proposition sur la table, qui est d'accord ?» Évidemment qu'il y en aura toujours un qui sera contre, puisque c'est à l'unanimité. La seule manière de faire, c'est de faire de la conditionnalité : «Bon l'Irlande, vous voulez encore des fonds de cohésion ? La condition, c'est que vous acceptiez une norme sociale supérieure.» Et il faut faire pareil avec le commerce extérieur. «Bon le Canada, vous voulez faire un accord avec nous ? Alors on met un chapitre fiscal dans le traité commercial.» Il faut faire du régime fiscal un objectif absolu. C'est quand même comme ça que Delors arrivait à négocier : il faisait des packages : «Tu veux ça, eh bien tu prends ça.»

Depuis votre confrontation sur le Ceta, est-ce que vous avez vu un changement d'attitude de la part de la Commission européenne?

Elle a mis en place un vrai travail sur les mécanismes d'arbitrage. Mais pour le reste, quand je lis Cécilia Malmström encore récemment dans un grand quotidien, le journal me tombe des mains. C'est de l'autisme politique. Il n'y a rien qui change dans son discours et son attitude. Et c'est hallucinant parce qu'il n'y a rien qui va changer dans la nôtre non plus. Donc on va vers de nouvelles confrontations, et je pense qu'on sera de moins en moins seuls.

Trump, Erdogan, Poutine : l'Europe est entourée de leaders qui lui cachent peu leur hostilité. Que peut faire l'Europe à court terme pour reprendre pied ?

À court terme, rien. Que Federica Mogherini ne se fâche avec personne, c'est la moindre des choses qu'on puisse faire pour le moment. Laissons faire le Brexit, après on pourra discuter.

Quel scénario pour l'Europe après le Brexit, dans un horizon de 25 ans ?

J'imagine bien le Brexit être suivi par un Polxit, un



Hongrexit, un Roumaxit, un Bulgxit... Si on arrive à négocier un accord dur mais équilibré entre l'Union européenne et le Royaume-Uni, certains pays se diront qu'un modèle à la britannique est enviable. Donc la Pologne, la Hongrie, la Roumanie, la Bulgarie – et peut-être le Danemark et la Suède – sortent de l'Union et nouent des accords commerciaux ou de partenariat.

C'est souhaitable, selon vous ?

Oui. Ça permet d'arrêter un peu la concurrence interne : on se retrouve alors avec des pays beaucoup plus proches en termes de niveau de PIB et de modèle socio-économique. L'Union regroupe quand même encore 400 millions d'habitants, on est encore plus nombreux que les États-Unis. On en profite pour signer des accords d'association avec des pays de la Méditerranée. Et avec un peu de chance – c'est horrible ce que je vais dire – mais les États-Unis décident d'une intervention unilatérale au Proche-Orient, et les Européens disent NON. Il y a des manifestations un peu partout en Europe : c'est la naissance d'une conscience civique européenne qui ne naîtra que dans l'affrontement. Il faut un «nous contre eux». Et il vaut mieux que ce soit nous Européens, multilatéralistes, légalistes, contre les États-Unis isolés et agressifs. Par la même occasion, on arrête toutes les négociations des traités multilatéraux et bilatéraux et on fait des accords commerciaux purs et on en profite pour renforcer le développement endogène de l'Union européenne.

Comment ?

L'Europe réinvestit massivement, elle mutualise une partie des dettes, et elle finance des grands travaux. Pas des grosses infrastructures type TGV mais des grands chantiers comme la rénovation de l'ensemble du parc énergétique des logements sociaux. On explique aux classes moyennes et populaires que grâce à l'Europe leur facture d'énergie va baisser. On commence doucement à réconcilier les citoyens avec

l'Union européenne, on crée de l'emploi, on assure notre indépendance énergétique. Et on redevient les leaders du combat climatique mondial de manière crédible. On doit se donner des objectifs. Mais en mettant de l'argent. Sans quoi ça n'est pas attractif.

«La naissance d'une conscience civique européenne ne naîtra que dans l'affrontement. L'Europe multilatéraliste, légaliste, contre les États-Unis isolés et agressifs.» Dans votre scénario, il faut donc revoir à la hausse le budget de l'Union européenne, qui plafonne à 1% du PIB...

Oui, il faut au minimum le tripler. L'Europe doit rester un cheval léger, garder une administration légère, par contre elle doit avoir un vrai budget d'investissement : un plan Juncker puissance 100. Alors les gens vont commencer à voir des résultats... L'Europe ne fonctionne plus sur la mémoire de son héroïsme, elle ne fonctionne pas sur un patriotisme européen, elle ne fonctionne qu'en démontrant qu'elle est efficace, or elle ne l'est pas.

Le rêve que vous exposez, vous y croyez ? C'est un euphémisme de dire que ce n'est pas un discours dominant...

Je pense que ces élites européennes, qui vivent complètement déconnectées du monde, finiront par être obligées de comprendre. On va aux devants d'une désintégration politique, des pays qui vont devenir ingouvernables, gouvernés par des dingues comme les États-Unis aujourd'hui. Et il y aura des mobilisations civiques massives. Je crois que l'Europe n'échappera pas à une forme de grande désintégration politique, un réveil de la société civile, et l'apparition d'une nouvelle génération politique qui sera plus en phase avec la société civile.

En réponse au Brexit, les États planchent sur une Europe de la défense, ce n'est pas une bonne piste ?

Il faut plus d'Europe sur un pacte énergétique, plus d'Europe des investissements, plus d'Europe des législations sociales, de lutte contre le dumping fiscal, de présence aussi sur la scène étrangère. Mais je crois plus en des accords de partenariat avec les pays du Maghreb, et demain les pays africains qu'en une Europe de la défense. Avec les moyens militaires un peu dérisoires qu'on a sans les Britanniques, l'Europe de la défense, c'est la France...

Manque-t-il aussi une scène politique européenne ? Une circonscription fédérale comme la demande Guy Verhofstadt ?

Il met tout à l'envers. C'est typique des gens qui ne comprennent pas la société. Dire qu'on va changer les institutions pour changer le monde, ça ne marche pas: c'est la société qui bouge. Benoît Hamon, Antonio Costa et même Alexis Tsipras - malgré tout le mal qu'on a pu dire de lui - l'ont compris, eux.

Frédéric Rohart
Extrait de l'ECHO

LECTURE

David Lawday : « Un regard britannique sur Danton »

Après des études à l'Université d'Oxford, David Lawday a travaillé pendant quelques vingt années comme correspondant de presse en France pour la célèbre revue britannique The Economist. En 2009, il a consacré un riche ouvrage à la Révolution française et plus spécifiquement au controversé Georges-Jacques Danton. Cette belle biographie vient de faire l'objet d'une traduction en français de la part de Jean-François Sené, laquelle est récemment parue aux éditions Albin Michel.

« La nature m'a donné en partage les formes athlétiques, et la physionomie âpre de la liberté. Exempt du malheur d'être né d'une de ces races privilégiées, suivant nos vieilles institutions, et par cela même abâtardies, j'ai conservé en créant seul mon existence civile, toute ma vigueur native, sans cependant cesser un seul instant, soit dans ma vie privée soit dans la profession que j'avais embrassée, de prouver que je savais allier le sang-froid de la raison à la chaleur de l'âme et à la fermeté du caractère » (p. 155). C'est en ces termes que Danton décrivait lui-même sa personnalité à bien des égards haute en couleur. Avec Mirabeau, La Fayette et Robespierre, Danton fait incontestablement partie des figures proéminentes de la Révolution française. Dans le présent ouvrage, David Lawday revient sur un certain nombre de poncifs faisant de Danton un monstre vil, corrompu, ambigu et dépourvu du moindre scrupule. Le journaliste donne ici à voir un personnage à la fois flamboyant, impétueux et avide qui, à vingt-neuf ans, entra cœur et âme dans la Révolution, mais qui succomba sur l'échafaud à l'âge de trente-quatre ans.

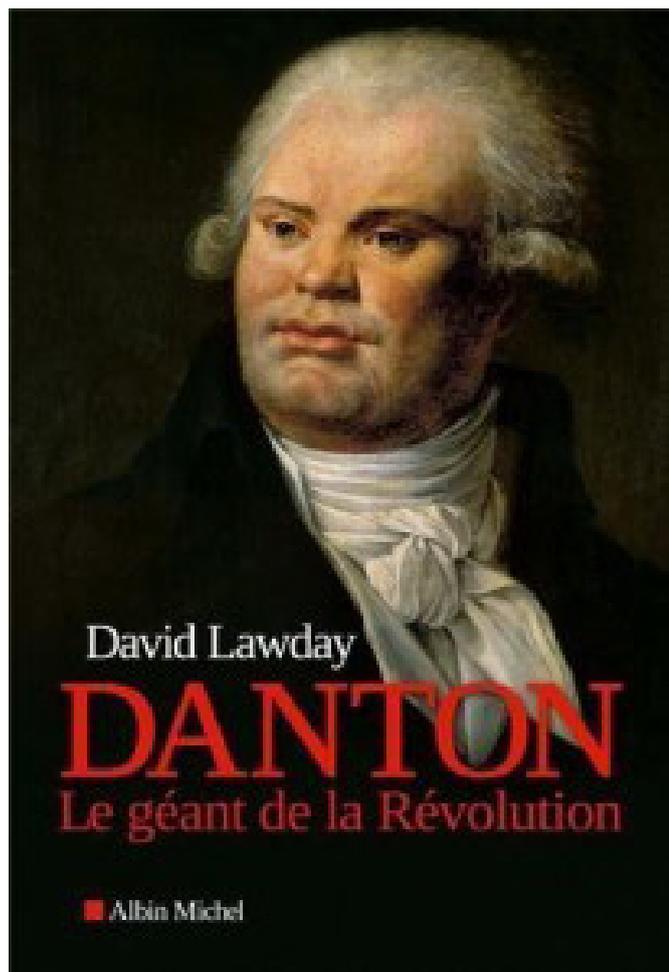
Le « Mirabeau de la canaille »

Né à Arcis-sur-Aube en 1759, Georges-Jacques Danton était le fils d'un procureur du baillage d'Arcis. Après un passage chez les Oratoriens de Troyes, le jeune homme à la physionomie si impressionnante

entreprit des études de droit à Paris, avant de devenir avocat au Conseil du roi en 1787. La Révolution fut l'occasion pour le jeune juriste d'employer à bon escient son trop-plein d'énergie. Le « Mirabeau de la canaille » devint promptement très populaire grâce notamment à son inlassable activité auprès du club des Cordeliers.

A la suite de la tristement célèbre journée du Champs-de-Mars, le 17 juillet 1791, Danton s'opposa au général La Fayette, bien décidé à ce que Louis XVI se maintienne sur le trône pour que l'ordre subsiste. Menacé d'arrestation, Georges-Jacques prit la fuite pour se réfugier outre-Manche, où il fréquenta quelques personnalités politiques de tout premier plan. Lorsqu'il revint en France, en décembre 1791, il réussit à se faire élire procureur adjoint de la Commune de Paris. Danton affirma avoir eu une influence tout à fait considérable lors de la journée du 10 août 1792 qui précipita la monarchie dans les poubelles de l'Histoire.

Le vote de la mort de « Louis Capet »



Après être entré au Conseil exécutif, le jouisseur invétéré qu'était Danton devint Ministre de la justice. Il parvint à galvaniser le peuple de France pour repousser l'envahisseur prussien, lequel avait déjà at-

teint la Champagne. Toutefois, cela n'alla pas sans un soutien – au moins tacite – aux Massacres de Septembre. Alors qu'il offrit à Lameth de sauver la tête du monarque lors d'une entrevue clandestine à son domicile, soucieux de ne pas se compromettre trop ostensiblement, le député élu à la Convention capitula en rase campagne et vota donc la mort du roi sans condition.

A la tribune de la Convention, le « taureau » défendit l'idée appelée à faire florès des frontières naturelles de la France, ce qui justifiait d'après lui l'annexion pure et simple de la Belgique. Le 31 janvier 1793, il déclara que « les limites de la France sont marquées par la nature. Nous les atteindrons dans leurs quatre points : à l'Océan, au Rhin, aux Alpes, aux Pyrénées. On nous menace des rois ! Vous leur avez jeté le gant, ce gant est la tête d'un roi, c'est le signal de leur mort prochaine. On vous menace de l'Angleterre ! Les tyrans de l'Angleterre sont morts » (p. 249).

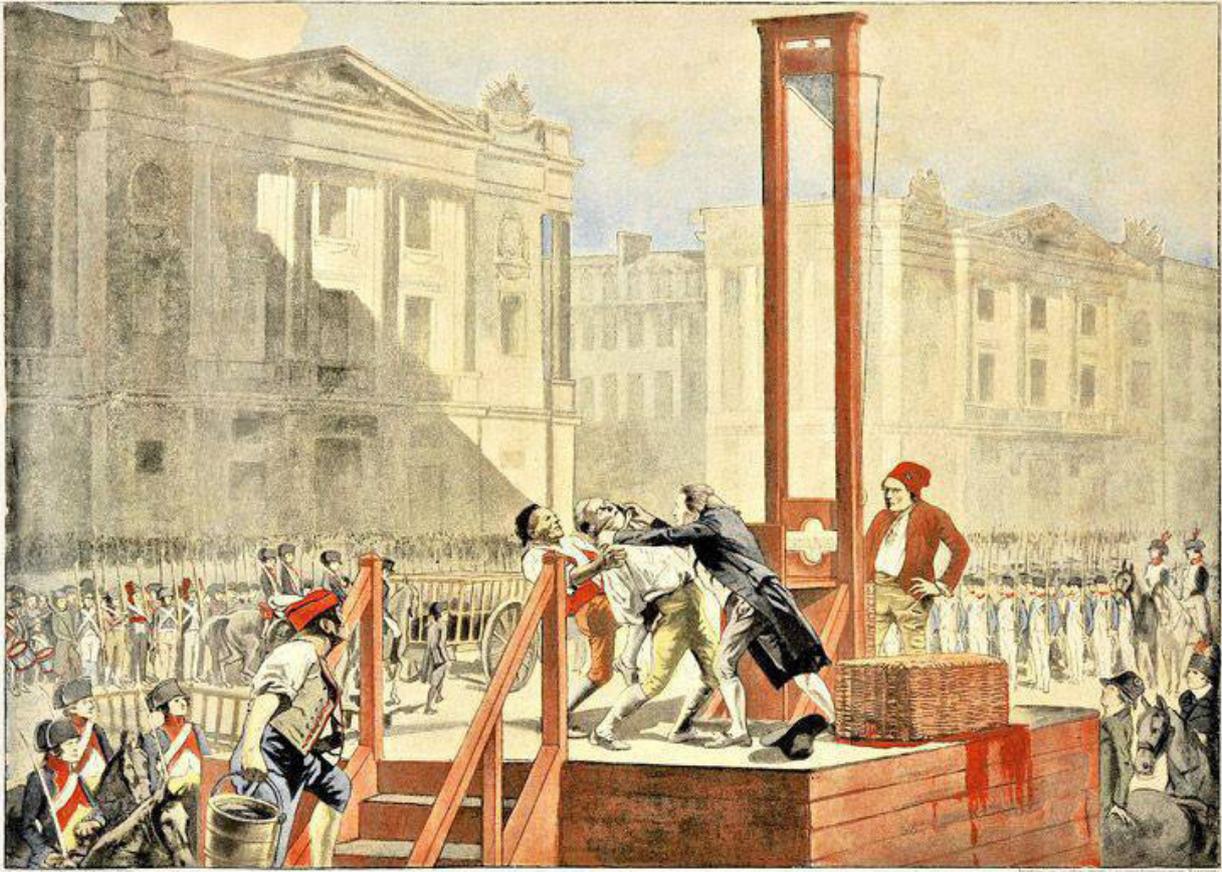
« La Révolution dévore ses propres enfants »

En lutte contre ses adversaires de la Gironde, qui n'acceptèrent jamais ses avances à cause de la méfiance de Madame Roland, Danton souhaitait négocier la paix avec les monarques coalisés contre la jeune République française. En outre, il contribua on ne peut plus activement à la création du Comité de salut public (6 avril 1793), qu'il dirigea jusqu'en juillet. Il ne s'opposa en aucune façon à l'élimination des Girondins. Peu à peu, son étoile déclina et Danton fut chassé du Comité de salut public par les membres de la Convention. Les Montagnards proches de Robespierre s'y imposèrent par la suite.

Après la mort de son épouse Gabrielle lors d'un accouchement difficile, Georges-Jacques s'éloigna de Paris, gagna l'Aube, puis se remaria avec une jeune fille de dix-sept ans. A la nuit tombée, discrètement, le mariage fut célébré par un prêtre réfractaire... Sa popularité décrut. A son retour, avec son rival Robespierre entré entre-temps au Comité de salut public, il combattit la déchristianisation du pays et plaida pour davantage d'indulgence, pour la fin de la Terreur, ainsi que pour l'entrée en vigueur de la Constitution montagnarde de 1793 qui avait été suspendue en raison des circonstances exceptionnelles de l'époque (lutte contre les ennemis intérieurs et extérieurs).

Après la disparition des séides de Jacques-René Hébert, pour lesquels l'« impayable » Danton ne montra pas la moindre indulgence (sic), les Montagnards robespierristes s'en prirent aux Dantonistes. Durant la nuit du 29 au 30 mars 1794, ceux-ci furent arrêtés. Le Tribunal révolutionnaire, qu'ironie de l'histoire il créa quelques temps auparavant pour enrayer la mollesse révolutionnaire, le condamna à mort au

Prime gratuite du **Petit Journal**



EXÉCUTION DE ROBESPIERRE SUR LA PLACE DE LA RÉVOLUTION (actuellement Place de la Concorde)

Le 19 Thermidor (28 Juillet 1794)

Quand il fut amené sur l'échafaud, on entendit un bruit comme si l'on disait, le sang d'un tel précipité sur lui et lui avait servi de drapeau qui s'élevait au milieu, pendant la veille sur le camp de bataille de guillemine Moïse.

terme d'un simulacre de procès : certes il se défendit vigoureusement, mais, de peur que son éloquence lui attire la sympathie des foules, les juges l'envoyèrent à l'échafaud sans débats. Le 5 avril 1794, il fut exécuté et lança à son bourreau : « Tu montreras ma tête au peuple, elle en vaut la peine » (p. 364).

La disparition d'Hervé Snout

La culture c'est ce qui reste quand on a tout oublié, disait André Malraux (1901-1976).

Une approche caricaturale ?

Un fort bel ouvrage, vraiment très agréable à lire, dont on peut néanmoins regretter l'excessive complaisance à l'égard de Danton (sa corruption est constamment passée sous silence) ainsi qu'une très grande dureté en ce qui concerne Robespierre. Lui refusant le moindre mérite, quel qu'il soit, l'Incorruptible est sans cesse présenté comme un « eunuque » falot, cruel, avide de pouvoir et incapable du moindre sentiment humain... On dirait bien que la rivalité qui opposa naguère le Cordelier au Jacobin se poursuit outre-tombe !

David Lawday, "Danton, le géant de la révolution", Albin Michel, 2012, 400 p., 25 euros

Jean-Paul Fourmont



Nouvelles

Le malicieux aphorisme de cet auteur (qui ne l'était guère !) m'est revenu à la mémoire quand, repensant à cette lecture vingt jours seulement après l'avoir terminée, je me suis rendu compte que j'en avais largement publié les personnages et que me revenaient seulement les problématiques soulevées.

En avril dernier, je ne connaissais pas Olivier Bordacarre, né en 1966. Et je regrette bien d'avoir si longtemps (en vérité jusqu'à l'instant de la présente chronique) ignoré qu'il fût dramaturge et auteur d'une vingtaine d'ouvrages.

Merci par conséquent la RTBF d'avoir, par une émission à une heure d'écoute plus généralement dédiée au bien-être et récits d'insatisfaction individuelles ! attiré mon attention sur Olivier Bordacarre.

Je m'étais arrêté sur une interview de l'auteur et particulièrement sur ses propos relatifs à la vie en abattoir ! Ses propos confirmaient bien que ce sujet était un oxymore de l'esprit : ces lieux sont des entreprises où non seulement la vie est retirée, mais où on en observe la disparition quand on fait de l'existence un moment d'expression d'affectivité et de respect. C'est bien cela que décrivent les trois cent soixante pages éditées par Denoël dans sa collection – assurément bien nommée ! - Sueurs froides : les animaux souffrent, tant avant leur mise à mort qu'au moment de cette dernière : on entend ici les meuglements profonds et interminables des bœufs, les bêlements des agneaux qui se débattent jusqu'à la décharge d'électricité, le bruit des bouses qui s'éclatent sur le ciment ou celui des jets de lisier des cochons affolés (parce que les estomacs ne sont jamais tout à fait vides malgré la diète préparatoire au voyage) [...] (page 264). Douleur d'autant plus profonde que les actes sont éventuellement multipliés et répétés, tantôt



pour défektivité technique, tantôt pour remords de dernière minute des agents d'abattoir. Les bêtes savent, nous aussi (page 161) exprime un chevilleur pour qui l'alcool est devenu le seul soutien de sa quotidienneté de cette existence.

En termes de souffrance, ces travailleurs ne sont pas en reste sur leurs victimes. : y exercer des fonctions les dégrade à leur propre œil : le bâtiment principal c'est l'ancre des tueurs où trois équipes de trois hommes chargés principalement de l'abattage et de la première découpe y officient jour et nuit en se relayant. C'est l'asile dans le jargon. Parce que ça rend dingue (page 130). Du reste, il s'agit d'un métier qui ne se choisit que sous les contraintes du déclassement social ou d'une nécessité aussi absolue que paradoxale de ... vivre (tout au moins au sens de gagner quel qu'argent) et dont un des personnages. Du reste, et comme l'établissait un sujet télévisé de Franc Télévisions, vu bien avant la lecture de ce livre, ce type d'entreprise se caractérise aussi par un taux de rotation du personnel des plus élevés dans l'Hexagone, bien souvent sans que les travailleurs concernés soient assurés de retrouver un autre emploi. Parlant d'une secrétaire de l'entreprise, l'auteur rapporte qu'elle avait connu l'odeur moite des pressings, l'odeur grasse des stations-service, l'odeur chargée des cuisines de cafétaria, l'odeur fétide des élevages de poulets en batterie, l'odeur de la sueur des hommes dans les ateliers. Mais celle de l'abattoir est à part. Elle dépasse tout. Elle provoque une nausée universelle. Elle projette la secrétaire dans sa propre viande, sa finitude, la puanteur de sa mort. (page 264)

Sous prétexte d'un thriller familial (« où est passé notre mari et père ? ») au terme duquel il est révélé qu'un entrepreneur de buffet froid peut finir dans un processus industriel de découpe tel un vulgaire quartier de bœuf, l'auteur aborde avec subtilité le thème de cette violence sociale, mais aussi ceux de la vie familiale abîmée, du harcèlement au travail et de l'exposition inexorable à la violence générale de ceux dont la vie a mal commencé.

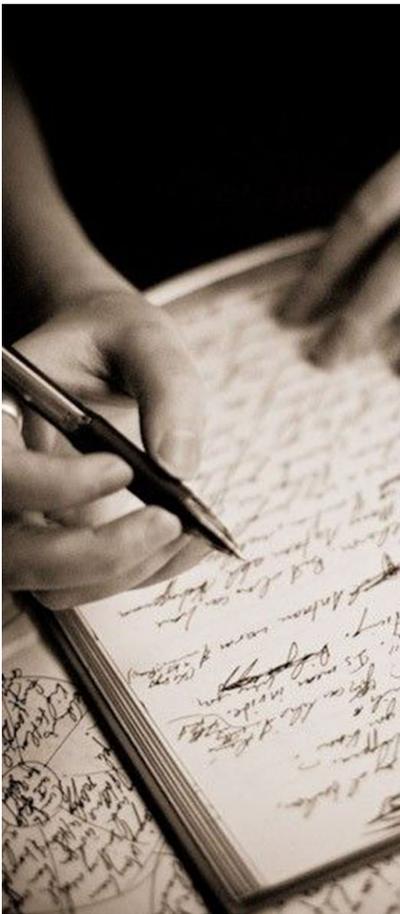
On est bien loin, avec la lecture de La disparition d'Hervé Snout, des débats – plutôt des invectives ! – auxquelles donne lieu la question récurrente : étourdissement ou pas étourdissement avant abattage ? Ici, le seul étourdissement à retenir est celui qui m'est venu – un instant seulement ! – à la première brochette portée à ma bouche après avoir refermé le livre (pardon : éteint ma liseuse) : est-il moral, pour quelques calories et acides aminés chers aux synapses, d'imposer une telle souffrance à animaux et travailleurs ? Comment concilier un nouveau respect du Vivant à cette connaissance anthropologique qui a fait de la maîtrise de la viande cuite la source du développement de l'espèce humaine ?

Alain BERGER
Extrait de son Blog <https://lirecrire.com/>

INITIATION AU SLAM

Atelier d'écriture

Le 29 juin 2024, 13h30



Avec Sandro Bembi Ade Comelli

Une organisation du Progrès a.s.b.l
en collaboration avec Fleurus Culture
et le soutien de
la Fédération Wallonie-Bruxelles

Inscription obligatoire!
aurelieacjj@gmail.com
Prix: 10 euros



11 rue Julien Lahaut
6020 Dampremy